

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1086** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Il commence ce soir

(Lire en page 12)

# Couvre-feu : dangereux !

Gouvernement de l'Union sacrée

Annoncé pour mort, Gabriel Kyungu est vivant



(Lire en page 2)



En raison de la deuxième vague Covid-19

**Elèves et étudiants en vacances dès aujourd'hui !**

(Lire en page 4)

Ligue des champions (Page 11)

**Bouenguidi – Mazembe, Kouyaté en terre connue face à un adversaire inconnu**

## Kinshasa Beaucoup de malades mentaux arrêtés par police

Le commissariat provincial de la police nationale congolaise ville de Kinshasa annonce avoir procédé récemment aux opérations ciblées dans plusieurs communes de la ville. Dans un communiqué publié jeudi 16 décembre à Kinshasa, la police indique que parmi les personnes interpellées, il y a plusieurs individus souffrant de démence ou de troubles mentaux.

Elle demande aux familles, qui ont constaté la disparition des parents souffrant de démence ou de troubles mentaux, de passer au commissariat provincial munies des pièces ou documents attestant que la personne recherchée est effectivement de leur famille.



Le général Sylvano Kasongo lors de la présentation de présumés criminels par la police au camp Lufungula à Kinshasa, le 26/09/2017. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

A défaut de ces documents, la famille s'engagera par un acte écrit avant que la personne ne soit libérée. Aucune somme d'argent ne

sera exigée, conclut ce communiqué signé par le commissaire provincial et commandant ville, Kasongo Kitenge Sylvano.

### Nord-Kivu

## 9 morts lors des affrontements entre l'armée et la milice FPIC à Komanda

Neuf personnes (huit éléments de la FPIC et un militaire des FARDC) sont mortes, lors des affrontements qui ont opposé mercredi 16 décembre l'armée et la milice de la Force patriotique et intégrationniste de l'Ituri (FPI), dans un quartier périphérique de Komanda, situé à 75 Kilomètres, au sud de Bunia dans le territoire d'Irumu. Selon le porte-parole des FARDC en Ituri, les forces loyalistes ont réussi à faire échec à ces miliciens qui voulaient s'emparer de cette cité. Ces combats ont paralysé toutes les activités mercredi à



La Route nationale N°4 au niveau de la cité de Komanda en Ituri, le 15/08/2015. Ph. Radio Okapi / José des Chartes Menga

Komanda.

Selon des sources locales, c'est en début d'après-midi de mercredi que le calme est revenu à Komanda-centre, après l'attaque survenue très tôt dans la matinée des hommes armés identifiés aux éléments de la FPIC au quartier Base.

Ces sources affirment que ces rebelles ont d'abord incendié des maisons à Tindo à environ cinq Kilomètres du chef-lieu de la chefferie de Basili, avant de s'introduire au quartier Base de Komanda.

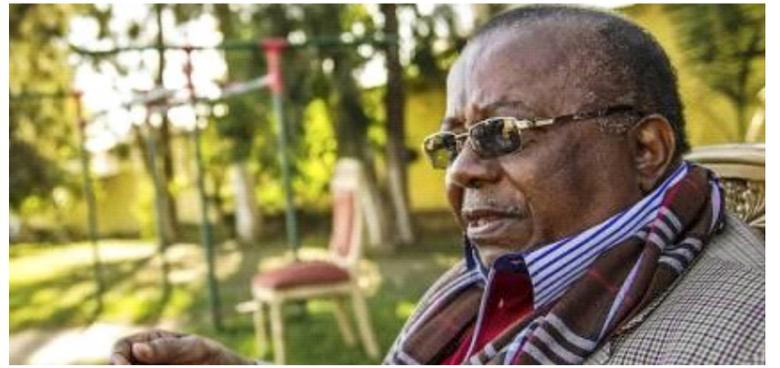
Les FARDC ont directement réagi à cette incursion. Selon le porte-parole de l'armée en Ituri, les forces loyalistes ont réussi à neutraliser huit miliciens du groupe armé

FPIC au cours de ces combats, qui ont duré une demi-journée. Un militaire des FARDC a également perdu la vie dans ces combats et un autre blessé. Ce dernier a été évacué mercredi en fin d'après-midi à bord d'un hélicoptère de la MONUSCO de Komanda à Bunia pour des soins appropriés.

Les activités commerciales, qui ont été paralysées pendant la journée, ont repris en milieu d'après-midi, ainsi que le trafic entre Bunia et Beni.

L'armée appelle la population à la vigilance en cette période de fêtes de fin d'année, où les groupes armés veulent perturber la quiétude des habitants sur l'axe Komanda-Luna.

## Annoncé pour mort, Gabriel Kyungu est vivant



Annoncé pour mort sur les réseaux sociaux dans la soirée du mercredi 16 décembre 2020 à Lubumbashi, Antoine Gabriel Kyungu Wa Kumwanza, président national de l'Union des Nationalistes et Fédéralistes du Congo (UNAFEC) est en vie.

L'information est confirmée à 7SUR7.CD par Séraphin Ndala, son conseiller en communication qui dénonce les « mensonges de mauvais goût ».

« Faux et archifaux, il (Ndlr : Kyungu wa Kumwanza) se porte à mer-

veille et au moment où je t'écris, je suis avec lui à sa résidence ici à Lubumbashi. Nous savons d'où proviennent ces mensonges de mauvais goût », s'est-il indigné.

Le mardi 15 décembre dernier, Kyungu wa Kumwanza, président du conseil d'administration de la Société Nationale de Chemin de Fer du Congo a tenu une matinée politique au cours de laquelle plusieurs questions politiques de l'heure ont été analysées.

**Patient Lukusa, à Lubumbashi**

### Ituri

## La police met en garde contre les fausses rumeurs sur l'attaque de Bunia

Le commissariat urbain de la Police nationale congolaise (PNC) de Bunia, major Abeli Mwangu, a mis en garde toute personne qui propage de fausses rumeurs faisant état de l'attaque de la ville par des groupes armés provenant des localités de Mwanga, Kunda, Shari et Lipri. Ces fausses informations créent la psychose au sein de la population locale, qui est obligée d'abandonner son milieu, a-t-il indiqué mardi 15 décembre à Radio. Selon lui, toutes les dispositions sont prises pour sécuriser les habitants et leurs biens en cette période de fin d'année.

Des sources locales précisent que depuis quelques jours, la psychose continue de gagner plusieurs quartiers périphériques de Bunia. La nuit dernière, ce sont des habitants de Kolomani, Shari, Mwanga et de Mudzi-Pela qui ont été pris de panique, à la suite de rumeurs faisant état d'une attaque imminente des miliciens de la FPIC, qui se seraient coalisés à ceux de la CODECO. La plupart des habitants de ces milieux ont passé la nuit au centre-ville.

La police urbaine dénonce cette campagne de fausses rumeurs, qui a pour objectif de faire peur à la population en cette période de fin d'année.

Le major Abeli Mwangu met en garde ceux qui propagent ces

fausses informations :

" Nous tenons à dénoncer tous ces gens qui propagent des rumeurs au sein de la population qu'il y aura une attaque de la ville de Bunia. Nos services sont en œuvre pour chercher comment mettre la main sur ces personnes qui véhiculent des fausses informations."

La MONUSCO, pour sa part, affirme effectuer des patrouilles dissuasives dans la ville, à travers ses unités de la police sénégalaise.

Selon la cheffe de la MONUSCO en Ituri, Clémence Doamba, au moins six patrouilles sont organisées chaque jour dans des zones sensibles de la ville, y compris dans les sites des déplacés et la prison centrale.

" La situation est sous contrôle. Nous sommes en train de patrouiller. Mais, nous allons demander la contribution de la population ", a rassuré Clémence Doamba.

Le président du conseil urbain de la jeunesse, Jules Tagirabo, reconnaît que la menace des hommes en armes pèse toujours sur la ville de Bunia et ses habitants. Il estime que cette situation ne devrait pas être une occasion pour certains jeunes de propager des rumeurs non fondées à travers les réseaux sociaux, et créer la psychose au sein d'une population déjà traumatisée.

### La République

2, Avenue des Entreprises,  
Immeuble Sema, Gare centrale,  
Kinshasa-Gombe

**Directeur de Publication**  
Jacques Famba

**Chef de Rubrique**  
Béni Joel Dinganga

**Collaborateurs**  
- Paul Eyenga  
- Gaston Liyande

**PAO**  
A. Salumu

**Direction commerciale et financière**  
Dominique Lumumba  
0815011886, 0997440728

**Distribution**  
Bertin Sefu

**Images**  
Dieudonné Kanyinda

Politique

# Le FCC fait son deuil... pour ressusciter ?

Depuis la destitution de tous les membres du bureau Mabunda à l'Assemblée nationale, plusieurs ralliements à l'Union sacrée de Félix Tshisekedi sont constatés. Après une réunion en plénière, le regroupement politique Alliance de Démocrates pour le Renouveau et le Progrès (ADRP), membre du FCC, « donne mandat à François Rubota à contacter formellement l'Union sacrée pour la refondation de la République démocratique du Congo ». Une option dictée selon cette plateforme par « le choix des élus nationaux de l'ADRP le 10 décembre 2020 au cours de la déchéance du présidium de l'Assemblée nationale ». L'ADRP de François Rubota compte 23 députés nationaux, 1 Sénateur, 2 ministres dans le gouvernement Ilunkamba, 24 députés provinciaux, 1 Président de l'assemblée provinciale, 1 gouverneur et 2 vice-gouverneurs. Bien avant l'ADRP, le bloc uni pour la renaissance et l'émergence du Congo (UREC), parti membre du Front commun pour le Congo (FCC), a adhéré à l'Union sacrée pour la Nation du Président Félix Tshisekedi. L'annonce a été faite dans une déclaration officielle de ce parti samedi 12 décembre à Goma (Nord-Kivu). Les cadres du BUREC affirment que cette déclaration officielle vient confirmer ce qu'avait déjà annoncé leur autorité morale – le ministre Julien Paluku – sur son compte tweeter. Le BUREC, membre et président du regroupement Alliance des acteurs pour la bonne gouvernance du Congo (AABC), membre du Front commun pour le Congo, compte dix députés nationaux, dont le questeur adjoint de l'Assemblée nationale, 18 élus provinciaux et 1 sénateur.

## La démission de Néhémie Mwilanya exigée

Il sied de signaler que des sénateurs membres du Front Commun pour le Congo (FCC) exigent la démission de toute la haute coordination de cette plateforme avant la clôture de la session parlementaire en cours. C'est ce que l'on peut lire dans un mémorandum adressé à Joseph Kabila Kabange signé par un groupe des sénateurs de cette plate-forme ce



12 décembre dernier, dont un exemplaire est parvenu à la rédaction de Politico.cd ce mercredi 16 décembre 2020. Suivant ce mémorandum, Francine Muyumba Nkanga, Jean Bakomito Gambu et 4 autres sénateurs recommandent la structuration et la mise en place d'une nouvelle équipe à la coordination du FCC, composée des personnes consciencieuses, éprises des valeurs républicaines et en phase avec les enjeux de l'heure.

En outre, ils appellent à la convocation de la conférence des présidents élargie aux autres personnalités politiques parmi lesquelles les élus, dans le but de faire une remise en question, d'évaluer la gestion calamiteuse du FCC par l'actuelle coordination et de tirer toutes les conséquences du passé. Ces sénateurs motivent leur décision par des revers successifs, pourtant évitables, subis par le FCC devant son désormais ancien allié CACH. Plusieurs raisons concourent à ces multiples échecs enregistrés par le FCC depuis la défaite du candidat FCC, Ramazani Shadary lors de la présidentielle de 2018.

Il cite entre autres :

- Concentration de toutes les décisions du FCC à une poignée de personnes, dangereusement qualifiées des caciques pour leurs avantages personnels au détriment de l'intérêt général. Ces personnes sont tellement solidaires dans le mal ;
- Traitement des autres membres du FCC comme des vassaux ;
- Prise en otage de la plateforme par les mêmes caciques ayant brillé dans la gestion

calamiteuse et chaotique du FCC ;

- Attributions des postes clés aux membres des familles, amis et proches des caciques au détriment des camarades qui militent réellement au sein du FCC ;

- Sélections irrationnelles des camarades devant participer aux réunions pour éviter les autres membres capables d'émettre des idées contraires ;

- Favoritisme, autoritarisme, népotisme, mauvaise gestion, clientélisme et autant d'autres antivaleurs ayant élu domicile au sommet de la plateforme ;

- Manque de stratégies politiques devant répondre aux attentes et aspirations de la population congolaise ;

- Conflits récurrents de leadership au sein de la plateforme occasionnant de dissidences parmi les camarades.

« Ces faits ayant été dûment évalués lors des retraites politiques, rencontres hautement politiques, plusieurs recommandations ont été faites même à la ferme de Kingakati » ont-ils signalé, tout en constatant malheureusement qu'aucune des recommandations n'a été exécutée par la coordination du FCC qui a préféré plutôt privilégier les intérêts partisans.

## Brouille au sein du PPRD

Par ailleurs, le rapporteur du parti de Joseph Kabila, le PPRD a publié une lettre adressée à « ses camarades » du parti où il appelle à des changements, alors que le parti, membre de la coalition du FCC, connaît une vague de départs.

Ancien président de la Ligue des Jeunes du PPRD, Patrick Nkanga a d'abord salué le « travail accompli » par l'équipe dirigeante actuelle de son parti, avant d'appeler à des changements. « Cependant, il est temps que dans un esprit de camaraderie, d'unité et de réconciliation, nous puissions procéder à des changements profonds dictés par la nécessité historique, sans que cela soit perçu avec subjectivité, loin de toute forme d'émotion », a-t-il. M. Nkanga s'est également interrogé sur les décisions que Joseph Kabila devrait prendre pour ces changements. « Ne faut-il pas que nous prenions exemple sur le Camarade Président National qui a su, à un moment donné, se retirer au profit d'un autre camarade, alors qu'il avait tous les moyens nécessaires pour rempiler, à l'instar de ses pairs africains ? J'en appelle donc à cet esprit de dépassement de soi », a-t-il ajouté dans sa lettre publiée le jeudi 17 décembre.

Le PPRD, principal parti au parlement congolais, jusqu'il y a peu, a perdu plusieurs de ses cadres qui ont rejoint l'Union pour la Nation décrétée par le président Tshisekedi, après avoir rompu son alliance avec Joseph Kabila. Jeanine Mabunda, haut cadre du PPRD, a été déchu de son poste de présidente de l'Assemblée nationale. Comme Nkanga, plusieurs cadres du parti de Kabila appellent à la démission de l'équipe dirigeante tant du PPRD, que du FCC. Emmanuel Ramazani Shadary, actuel Secrétaire permanent du PPRD, et même Néhémie Mwilanya, coordonnateur du FCC, sont appelés à démissionner.

De son côté, Patrick Nkanga affirme que « l'heure n'est pas à la procrastination, mais à la régénérescence ».

« L'histoire, témoin suprême de nos actions, nous regarde et je ne doute pas un seul instant qu'elle retiendra que nous avons su être courageux et dignes dans le contexte particulier que nous imposent les événements », a-t-il ajouté. Dossier à suivre !

En raison de la deuxième vague Covid-19

# Elèves et étudiants en vacances dès aujourd'hui !

Sur décision de Félix Tshisekedi, la RDC prend de nouvelles mesures draconiennes pour lutter contre le coronavirus. Mardi soir, le président a décidé de décréter un couvre-feu sur l'ensemble du territoire national dès ce vendredi. Désormais, 22 des 26 provinces du pays sont touchées et le nombre des cas explose dans la capitale Kinshasa et dans le Nord-Kivu. Les derniers chiffres ont inquiété le chef de l'État et ses experts réunis, ce mardi soir, au palais présidentiel. Un record en dépit des mesures déjà en place : 345 nouveaux cas ont été officiellement détectés ce lundi, dont 298 à Kinshasa où en dépit de la pandémie, la circulation dans la ville reste intense même en soirée.

Résultat, les autorités ont donc annoncé l'instauration d'un couvre-feu sur l'ensemble du pays. De 21 heures à 5 heures du matin, la circulation sera soumise à une autorisation spéciale des autorités, exception faite aux personnes se trouvant dans des situations d'urgence sanitaire, selon un compte-rendu de la présidence congolaise. Il faut signaler que ces mesures entrent en vigueur à partir de ce vendredi 18 décembre 2020 sur toute l'étendue du territoire national.

En effet, ce mardi 15 décembre 2020 dans la soirée au Palais de la nation, le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a présidé une grande réunion du comité multisectoriel dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus.

Au terme de cette réunion, plusieurs



La sensibilisation compte parmi les gestes barrière !

mesures ont été prises et lues par Jolino Makelele, ministre de la communication et médias parmi lesquelles :

1. Instauration d'un couvre-feu de 21h à 5h du matin,
2. Application stricte des gestes barrières, notamment le port obligatoire des masques, la distanciation physique, le lavage des mains et la prise de température,
3. Interdiction des marches publiques, des productions artistiques et des kermesses,
4. Interdiction des cérémonies festives

et des réunions de plus de dix personnes,

5. La poursuite des compétitions sportives à huis-clos,
6. Le transport des dépouilles mortelles directement au lieu d'inhumation, sans aucune cérémonie,
7. Fonctionnement des églises et des débits de boissons avant le couvre-feu en respectant scrupuleusement les gestes barrières,
8. Le respect strict des gestes barrières dans tous les lieux publics et privés, à savoir les véhicules, les trains, les avions,

les motos...

9. Le report à une date ultérieure de reprise des cours au niveau de l'Enseignement supérieur et universitaire,

10. Le début anticipé des vacances scolaires à partir de ce Vendredi 18 Décembre 2020,

11. La poursuite de test obligatoire pour les voyageurs internes et ceux en provenance de l'étranger ainsi que ceux en partance pour l'étranger ;

12. La circulation, pendant le couvre-feu des personnes munies de l'autorisation spéciale de l'autorité provinciale, à l'exception des personnes se trouvant dans la situation d'urgence sanitaire,

13. Le contrôle strict de l'application de la présente mesure par la Police nationale congolaise.

## Vacances dès ce vendredi

À cette annonce s'ajoutent des mesures qui vont notamment concerner le secteur éducatif. La rentrée académique est renvoyée à une date ultérieure. Et au niveau des écoles, les élèves vont bénéficier de vacances anticipées dès ce vendredi. Les grands rassemblements sont interdits tout comme les réunions de plus de dix personnes, c'est le cas des productions artistiques, des kermesses et des cérémonies festives. Les compétitions sportives à huis-clos vont quant à elle se poursuivre. Des mesures qui vont avoir un poids économique.

Louis-Paul Eyenga

## Bureau du Sénat

### Thambwe Mwamba ne s'accroche pas

Une pétition serait en préparation contre Alexis Thambwe Mwamba, Président du Sénat. Ce dernier a dirigé, mardi 15 décembre, la cérémonie de la clôture de la session ordinaire de septembre à la Chambre haute du Parlement. « S'adressant à quelques sénateurs en dehors de son discours de clôture officielle, il a promis de démissionner dès la réception de la pétition contre lui et son bureau », rapporte le site internet radiokapi. Selon ce site d'informations de la radio onusienne en RDC, près de 70 signatures sur les 109 sénateurs auraient déjà été réunies pour déchoir le Président de la Chambre haute du Parlement. Les récentes crises politiques que la RDC a connues cette année ne laissent pas Thambwe Mwamba indifférent. « Malheureusement, les effets de cette incertitude politique dans laquelle le pays gît sont graves et se manifestent sur différents plans de la vie nationale. Il est possible qu'effectivement quelques problèmes nous éloignent les uns des autres ou carrément nous opposent », a-t-il reconnu. Il propose néanmoins une solution : « Dans une démocratie,



toutes les questions trouvent leurs réponses dans la Constitution et les lois de la République » En effet, le président du Sénat, Alexis Thambwe Mwamba, a présidé mardi 15 décembre la cérémonie de la clôture de la session ordinaire de septembre. S'adressant à quelques sénateurs en dehors de son discours de clôture officielle, il a promis de démissionner dès la réception de la pétition contre lui et son bureau. Selon certains sénateurs, la pétition contre le président du Sénat et son bureau aurait déjà réunie plus de 70 signatures sur les 109 sénateurs.

Alexis Thambwe Mwamba a

également félicité tous les sénateurs pour le vote de la loi des finances 2021, au cours de cette session. Il se dit préoccupé face à l'incertitude observée depuis un certain temps sur le plan politique en RDC. Le président du Sénat indexe certains acteurs politiques qui se livrent, depuis quelques temps, à un jeu dangereux détournant l'attention des vraies attentes du peuple sur l'amélioration de son quotidien. « Il est possible qu'effectivement quelques problèmes nous éloignent les uns des autres ou carrément nous opposent. Dans une démocratie, toutes les questions trouvent leurs réponses dans la constitution et les lois de la République »,

assure-t-il. Selon lui, les effets de cette incertitude politique dans laquelle le pays gît sont graves et se manifestent sur différents plans de la vie nationale.

L'épée de Damoclès pèse actuellement sur la tête de Thambwe Mwamba, Président du Sénat. Par ailleurs, la sénatrice Francine Muyumba, a, au cours d'une interview accordée à la radio Okapi, démenti l'information selon laquelle, le président du Sénat Alexis Thambwe aurait déclaré, qu'il démissionnerait une fois qu'une pétition contre son bureau sera déposée.

« J'atteste qu'il n'a pas été question d'une quelconque démission mentionnée par le Président du Sénat lors de son allocution à la clôture de la session de septembre. Cette question n'est pas d'actualité au niveau du Sénat. Nous respectons et apprécions à juste titre le travail de Radio Okapi, mais il est important de vérifier vos informations, au risque comme aujourd'hui d'être diffuseur de « fake news », conseille-t-elle.

Puis d'ajouter. « Nous avons clôturé la session de septembre et nous avons débuté nos vacances parlementaires. Comme vous le savez, le Sénat est une grande maison de la sagesse politique », rappelle-t-elle.

Louis-Paul Eyenga

Qui dit mieux ?

# Big bang entre l'APLC et Access Bank



Radio Okapi/Ph. John Bompengo

Echange de monnaie en franc congolais par un cambiste à Kinshasa. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

L'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC) annonce avoir constaté d'indices sérieux de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le Chef de l'Access Bank RDC.

Dans un communiqué de presse parvenu mercredi 16 décembre, l'APLC confirme avoir saisi le passeport du directeur général de cette banque et perçu une caution de 30 mille dollars en présence de son avocat.

Une enquête a été ouverte par l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption en rapport avec les présumés blanchiment de capitaux et financement du terrorisme par Access Bank. C'est à titre de garantie que le directeur général de cette banque, Arinze a remis à l'APLC son document d'identité et une caution.

En revanche, dans un autre communiqué de presse publié sur son compte twitter officiel, Access Bank qualifie les accusations de l'APLC des allégations sans fondement à ce jour.

Saisie, la banque parle d'un audit des comptes qui avait été initié à ce sujet par un cabinet international d'audit externe indépendant. Les résultats de l'audit tels que repris dans son rapport, précise le communiqué, n'ont fait état d'aucune anomalie ni disfonctionnement pouvant confirmer ces pratiques illicites décriées.

Access Bank affirme exercer ses activités en conformité avec la réglementation de la Banque centrale et se déclare disposée à travailler avec les organes régulateurs du secteur financier en RDC.

## Les faits

Le 10 décembre, l'avocat Amani Cibambo avait accompagné son client Arinze Kenechukwu Oswachale, le directeur nigérian d'Access Bank, pour une audition à l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC). Il dénonce aujourd'hui les méthodes employées. Access Bank dénonce des méthodes « cavalières », qui « remettent en cause l'État de droit ».

Les avocats de l'établissement financier reprennent en détail le déroulé de la procédure qui a notam-

ment visé le directeur général d'Access Bank. Les enquêteurs auraient par exemple demandé des informations concernant les clients de la Banque, sans réquisition du procureur général. Les agents de l'APLC se seraient rendus chez Access Bank pour saisir des documents, sans mandat ni perquisition du parquet, expliquent les avocats. Amani Cibambo explique que son client aurait été mis en détention préventive et une caution de 50 000 dollars US a été exigée pour sa libération.

« Ils ont accepté de prendre 30 000 dollars US, nous disant de passer deux jours après déposer les 20 000 dollars US restants. Ils avaient gardé le passeport de mon client. Cette agence s'est substituée directement en ministère public, OPJ, enquêteurs, juges... Et elle vous oblige en utilisant des moyens peu orthodoxes, notamment la garde républicaine qui oblige tous ceux qui sont invités dans les locaux de l'agence, des intimidations... L'APLC ne respecte aucune procédure en matière et viole l'État de droit voulu. Ils s'invitent à la banque, exigent des documents qui sont classés secrets sans réquisition ni mandat », déclare l'avocat.

Des images des caméras de vidéosurveillance de la banque ont été diffusées sur les réseaux sociaux et montrent des agents de l'APLC recevoir quelque 30 000 dollars US en liquide, ce qui a fait scandale. Pour les avocats d'Access Bank, l'APLC se comporterait comme si elle était à la fois enquêteur, procureur et juge. Elle instruit et condamne. Et elle aurait contraint Access Bank à violer le secret professionnel, en fournissant des informations sur ses clients.

Cette agence anticorruption, dont la création orchestrée par le président Félix Tshisekedi était controversée, pouvait-elle réclamer une caution et la percevoir directement ? C'est la question que posent aujourd'hui des ONG de lutte contre la corruption.

Jean-Jacques Lumumba est le coordonnateur de l'UNIS, réseau panafricain de lutte contre la corruption. Même s'il réaffirme l'utilité de l'APLC, il reconnaît au micro de Sébastien Németh qu'il s'agit de méthodes peu orthodoxes : « L'agence a toute sa raison d'être. Mais là où, très personnellement, je pourrais être choqué aussi, c'est de voir à un moment donné l'agence se transformer en DGRAD (Direction générale des recettes administratives, judi-

ciaires et domaniales). Je ne comprends pas que ce soit à l'agence anticorruption de percevoir des cautions pour pouvoir libérer des gens, alors qu'existe la DGRAD. C'est quand même assez grave de voir que ce sont des agents de la banque qui font des décharges à la main pour percevoir de l'argent, alors que ce sont des opérations qui peuvent être gérées de compte à compte. Cela pourrait soulever plusieurs soupçons de corruption. Cela reste quand même assez grave. »

## « L'APLC poursuit sa mission »

Pour Chouna Lomponda, porte-parole de l'APLC, la question n'est pas là. Selon elle, Access Bank cherche à faire « faire diversion » : « Les pressions que nous constatons depuis 24 heures sur la Toile montrent une certaine panique à la tête d'Access Bank. Les indices sont assez graves. Cette banque souhaiterait-elle faire diversion, détourner l'attention de l'opinion publique ? Cette même institution est suspectée de mettre en place un schéma de contournement des sanctions. Ce n'est pas une affaire de racket. En ce qui concerne, les allégations d'extorsion d'informations, les éléments qui ont servi à leur propre accusation, c'est eux-mêmes qui nous les ont transmis. En ce qui nous concerne, l'APLC poursuit sa mission. »

L'agence anti-corruption ne va

pas trop dans le détail de ses méthodes. Elle dit que ses actions ont entraîné diverses interprétations. Elle parle de « pressions », « d'agitations », mais que tout ça ne pourra pas la distraire de sa mission. Bref, l'enquête ira à son terme. D'ailleurs, l'APLC dit bien qu'elle a trouvé des indices sérieux de blanchiment et financement de terrorisme. Et une enquête de RFI avait bien établi que des millions de dollars avaient bien été versés en liquide sur au moins un compte suspect ouvert à Access Bank, et retirés par virements. La Banque a même reconnu que les versements sur ce compte pouvaient être illicites, qu'elle avait arrêté de travailler avec ce client, qu'elle avait fermé le compte et averti la Cenaref, la Cellule des renseignements financiers.

Selon l'APLC, l'argent et toutes les pièces du dossier ont été transmis au parquet général auprès de la Cour d'appel de Gombe. L'affaire de blanchiment présumé avait été révélée par un lanceur d'alerte et ancien banquier, Israël Kaseya. Il avait passé de longs mois en prison avant d'être libéré.

Dans l'entretemps, l'UNIS a sollicité l'ouverture d'une enquête judiciaire contre l'APLC dans ce dossier susceptible de déboucher sur plus grave.





Réseau Panafricain de lutte contre la corruption

Kinshasa (RD Congo), le 16 Décembre 2020

A son Excellence Monsieur le Président de la République,  
Félix-Antoine TSHISEKEDI

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
SERVICE COURRIER  
16 DEC 2020  
Reçu le : .....  
N° : ..... Pr : .....

(Avec l'expression de nos hommages les plus dévoués)

Transmis copie pour information à :  
Monsieur le Directeur du Cabinet du  
Président de la République, Chef de  
l'Etat  
À Kinshasa Gombe

**CONCERNE : Ouverture d'une enquête contre l'Agence pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption (APLC)**

Excellence Monsieur le Président de la République,

Notre mouvement Unis, Réseau Panafricain de Lutte contre la Corruption a appris avec une profonde indignation les pratiques peu orthodoxes et cavalières auxquelles s'est livrée l'équipe des enquêteurs de l'APLC dans le cadre de l'affaire liée à la Banque ACCESS.

Face à la gravité des faits qui affectent négativement l'image d'un service public reconnu comme autorité nationale de référence de la lutte contre la corruption placée sous votre leadership, il est de notre devoir moral et patriotique d'inviter votre autorité à exiger urgemment toute la lumière sur ce scandale et à prendre des mesures dissuasives qui s'imposent contre leurs auteurs.

A l'instar des évidences matérielles irréfutables mise à la disposition de l'opinion, nous considérons que le communiqué de presse publié par le Coordonnateur de l'APLC, loin d'apaiser la réputation populaire, est un aveu maladroit d'une forfaiture déjà consommée. En aucun cas, l'APLC ne peut s'arroger les compétences exclusivement dévolues au parquet, à la DGM et à la DGRAD.

Convaincus de l'importance que vous attachez à l'éradication des antivaleurs pour la refondation de notre Nation, nous ne doutons pas de l'attention bienveillante que vous voudriez bien réserver à notre requête, ce dont nous vous remercions d'avance.

Lowa, 163, Commune de Kinshasa - RD Congo | Rond-point Schuman 2-4, Quartier Européen, 1040 - Bruxelles, Belgique  
Téléphone : +243811971954  
UNIS, Réseau Panafricain de Lutte contre la Corruption est un Think Tank créé par des lanceurs d'alertes et activistes africains avec pour mission d'œuvrer pour un monde plus juste composé d'hommes et de femmes capables d'innovations, unis pour repenser les choses, unis pour bâtir des nations fortes dans un but apolitique.  
kande.jimmy@gmail.com contact@unisnetwork.org www.unisnetwork.org

## NORD-KIVU

## Plus de 70 000 personnes sensibilisées à la lutte contre le Coronavirus



Un commerçant ambulant vend des masques à Kinshasa, pour la prévention contre le coronavirus, mars 2020. Radio Okapi/Ph. Nana Mbala.

Plus de septante mille personnes ont été sensibilisées par l'Eglise du Christ au Congo (ECC) au Nord-Kivu sur la lutte contre le coronavirus et la promotion des pratiques familiales essentielles. Cela grâce à un projet financé par l'UNICEF et exécuté par l'ECC/Butembo. Ce chiffre a été communiqué à la presse mardi 15 décembre par Dany Ndaliko, point focal dudit projet au sein de l'ECC/ Butembo : « Nous avons sensibilisé 22 mille deux cents ménages. Dans les 22 mille deux cents ménages, nous avons sensibilisé septante mille quatre cents septante et deux personnes dans dix zones de santé. Nous avons constaté que 39% des personnes que nous avons réussi à contacter, 14 respectent les mesures barrières, 10% seulement disposent des dispositifs de lavage des mains. Par rapport à l'enregistrement des

enfants, nous avons constaté que 51% des enfants sont déjà inscrits à l'état-civil dans les dix zones de santé, 74% des enfants en âge scolaire sont déjà inscrits à l'école ».

Pour Dany Ndaliko, il y a encore un besoin au niveau de la population par rapport à la sensibilisation.

« Le pourcentage des gens qui respectent les mesures barrières est encore très bas. Cela nous appelle encore à continuer la sensibilisation. Par rapport aux pratiques familiales essentielles, qu'on renforce cette sensibilisation par rapport à la promotion des pratiques familiales essentielles », a-t-il indiqué.

Ce projet prendra fin le 20 Décembre et a concerné les zones de santé de Butembo, Katwa, Kalunguta, Vuhovi, Kyondo, Masereka, Musienene, Lubero, Biena et Mangurejipa.

## Beni: la vie reprend progressivement à Mamove

La vie reprend progressivement à Mamove, en territoire de Beni (Nord-Kivu) après la résultante de la relève des troupes militaires jadis basées dans cette agglomération sur demande de la population locale.

Dans une interview accordée mardi 15 décembre à Radio Okapi, le président de la société civile, Kinso Kathuo, annonce que les églises, les structures sanitaires ainsi que les écoles restent encore fermées depuis le mois d'octobre dernier lorsque l'ADF avait attaqué successivement cette agglomération.

Il salue par ailleurs le climat de collaboration qui règne actuellement entre les nouvelles unités militaires et la population. Ce qui serait à la base de cette petite accalmie, a-t-il reconnu :

« Depuis qu'on a relevé les militaires qui étaient basés à Mamove au mois d'octobre, pour le moment la situation est [un] peu

calme car la population commence à regagner quelques maisons et leurs champs. C'est depuis le mois d'octobre, le village de Mamove avait été attaqué plus ou moins sept fois par les ADF. Et ça n'a pas permis la rentrée scolaire ainsi que le marché, même les Eglises ne sont pas fréquentées par la population. Même le centre de santé n'a pas encore ouvert ses portes. Plus ou moins vingt écoles qui ont déjà fermé ses portes. Parmi ces vingt écoles, nous avons essayé de délocaliser plus [ou] moins trois écoles au niveau d'Oicha. Mais, la population de Mamove qui avaient été transférées au niveau d'Oicha ne s'étaient pas adaptées à la vie socio-économique d'Oicha. Si ça continue ainsi, la collaboration qui est en train de se passer entre l'armée et la population, nous espérons que au début du mois de janvier, nous allons voir comment on peut toutefois sensibiliser la population pour venir commencer les activités au mois de janvier ».

## Kwilu

## L'assemblée provinciale rejette le budget rectificatif de 2020



Vue du siège de la représentation provinciale du Kwilu à Bandundu. Décembre 2020. Radio Okapi/Ph. Irène Mbama

L'assemblée provinciale du Kwilu a rejeté mardi 15 décembre, le budget rectificatif de l'année 2020 présenté par le vice-gouverneur, Félicien Kiway pour manque de conformité à la réalité sur terrain.

Le député provincial, Frank Gatola Mungela, affirme en même temps que la majorité parlementaire qu'avait le gouverneur de province a basculé.

L'élu de Gungu invite donc ses collègues députés provinciaux du Kwilu à toujours travailler pour le compte de la population.

« Nous sommes en train de traiter les différents documents relatifs au budget, nous constatons que depuis 2020, tout ce que nous faisons comme remarque au gouvernement provincial rien ne change. Maintenant là déjà le budget de la reddition

des comptes est rejeté par la majorité, ce qui veut dire que cette majorité qu'avait le gouverneur a en ce moment ici basculé, c'est à lui de tirer toutes les conséquences en droit. Nous l'avons rejeté parce que nous nous sommes rendu compte qu'il n'y a pas de principe de sincérité dans cette reddition des comptes parce qu'il n'y a que le mensonge qui est contenu dans ce document, rien du réalisme. Et je veux reconforter tous les honorables députés de pouvoir travailler pour le compte de la population parce que notre population ne connaît pas cette histoire que nous appelons nous budget rectificatif, budget de ceci budget de cela. Notre province veut avoir en réalité les réalisations que la province ne vit pas jusqu'à maintenant. Et c'est le moment que les députés que nous ».

## ITURI

## Une incursion des ADF fait 5 morts à Irumu



de Beni.

Selon la convention pour le respect des droits humains, il s'agissait d'une incursion des rebelles ougandais des ADF en provenance des forêts de Byane et Muvuta bangi, au Nord-Kivu. Cette ONG précise que ces ADF ont d'abord attaqué la position des FARDC, puis ont tiré dans toutes les directions.

Une nouvelle attaque des ADF fait cinq morts dans les localités de Matombi et Mungulu en chefferie de Walese Vonkutu en territoire d'Irumu. Selon l'Organisation de défense des Droits de l'homme, convention pour le respect des droits humains (CRDH), ces rebelles ont emporté également plusieurs biens de la population, avant de se retirer de ces localités.

Des sources locales affirment que plusieurs coups de feu ont été entendus aux environs de huit heures locales à Matombi et Mungulu, deux localités situées à environ 110 Kilomètres de Bunia, sur la route nationale numéro 4 qui mène vers le territoire voisin

Christophe Munyanderu, le coordonnateur de CRDH avance un bilan de cinq personnes tuées. Le cinquième corps, celui d'un homme d'une trentaine d'années, a été retrouvé ce mercredi matin. Une femme est pour le moment portée disparue.

La société civile locale indique que prise de peur, les populations ont fui vers des zones plus sécurisées ; à Ndimu, Bwanasura et à Ndalya-centre. Cette structure citoyenne se dit très inquiète de voir que, malgré plusieurs alertes, les services de sécurité n'ont pas pu prévenir cette attaque, la énième en l'espace d'une semaine dans la chefferie de Walese Vonkutu. causant mort d'hommes

Violences basées sur le genre

# Denise Nyakeru sensibilise des officiers des FARDC



La Première Dame de la RDC, Denise Nyakeru Tshisekedi a sensibilisé mercredi, au travers de sa Fondation et en collaboration avec le ministère de la Défense nationale et des anciens combattants, des officiers de commandement des FARDC et des magistrats militaires autour des violences basées sur le genre (VBG), au Centre supérieur militaire de Binza Ozone, dans la commune de Ngaliema à Kinshasa.

Selon un communiqué de sa Fondation parvenu jeudi à l'ACP, Mme Denise Nyakeru a procédé à cette sensibilisation à l'occasion du lancement des travaux d'un atelier organisé à l'intention de ces officiers sur le thème : « Oranger le monde : Financer, prévenir, répondre, collecter ! », dans le cadre des 16 jours d'activisme pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles à travers le monde. Ces travaux visent à contribuer à la réduction des violences à l'endroit des femmes et filles en RDC.

« La lutte contre les violences basées sur le genre étant l'un des piliers de sa Fondation, la Première Dame veut impulser l'engagement des hommes particulièrement des officiers militaires et des troupes pour l'ap-

ropriation et la mise en œuvre du plan des FARDC pour lutter efficacement contre ce fléau », indique la source.

Le communiqué ajoute que ces officiers des FARDC et de la magistrature militaire sont sensibilisés aux rudiments de la lutte, à leurs obligations par rapport au plan adopté par les FARDC, avant d'insister sur le fait qu'ils seront soumis à la fin de l'atelier à la signature d'un acte d'engagement notamment pour une meilleure prévention et répression des violences sexuelles.

Les recommandations formulées à l'issue de l'atelier, souligne la source, seront soumises à la Première Dame en sa qualité de championne de la prévention des violences liées aux conflits pour en faire un plaidoyer au niveau national et international dans le but, entre autres, de sortir la RDC sur la liste noire des pays indexés en matière des violences sexuelles.

Mme Denise Nyakeru Tshisekedi qui a ouvert cet atelier, reste convaincue que les efforts collectifs contre les VBG pourront changer l'image des FARDC accusées de structures auteurs des violences sexuelles. **ACP**

Grâce à ONU Femmes

# Des femmes obtiennent des kits d'autonomisation

Grâce au programme AgriFeD et de ONU Femmes dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles, 90 femmes ont obtenu des kits d'autonomisation.



Cette formation a couvert toutes les étapes nécessaires de la culture des plantes de

manioc, le choix de la bonne terre, des bouterures et la lutte contre les maladies, la transformation du manioc en farine panifiable ou amidon, et la fabrication des produits innovants et nutritifs tels que le pain, les spaghettis, les beignets, gâteaux (cakes) et la pizza.

Faisant d'une pierre deux coups, après les femmes agricultrices, la Première Dame s'est rendue, le même jour, à l'orphelinat AED (Aide à l'enfant défavorisé) situé au quartier Jamaïque dans la commune de Kintambo pour apporter son soutien aux filles et enfants vulnérables.

En collaboration avec la Fondation Vodacom, dans le cadre de sa campagne

dénommée "Care and Share", la présidente de la Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi a remis un lot important de machines à coudre et matériels de couture à ces filles pour leur permettre de se prendre en charge et devenir autonome.

En plus de ce don, un lot d'uniformes, de vivres et non vivres ont été remis aux orphelins. Il y a quelques mois, l'épouse du chef de l'Etat a travers sa fondation avait, dans un contexte difficile lié à la pandémie de coronavirus, autonomisé 2.500 femmes œuvrant dans le commerce de proximité en leur dotant de fonds pour relancer leurs activités fortement touchées par cette pandémie.

Daniel Aloterembi

## Nécrologie



La famille **FANI DACRUZ**, la famille **MBUYU**, la famille **NSEKA**, la famille **LOPA**, la famille **NZABANI**, la famille **BARAZA** ont la profonde douleur d'annoncer la mort de leur fille, sœur tante, nièce, Sarah Fani Lopa Dacruz décédée à Rabat au Maroc ce 15 décembre 2020.

Le corps sera rapatrié ce samedi 19 décembre à Kinshasa via le vol de Turkish airlines à 14h à l'aéroport international de Ndjili.

En attendant le programme des obsèques, le recueillement s'observe à la résidence familiale sise Lokolama 38 B, direction Gambela (référence 1,2,3).

Ce communiqué tient lieu de faire-part.

**450 = 1**

JE SUIS MUKONGO, JE SUIS MULUBA,  
JE SUIS MUSWAHILI, JE SUIS MUNGALA  
Une seule ethnie, Une seule tribu, Un seul langage  
Une seule Patrie  
**"CONGO"**

**NOUS DEVONS ÉGALEMENT  
RENFORCER LES PILIERS DE  
LA COHÉSION NATIONALE ET  
LA LÉGISLATION,  
EN RÉPRIMANT PLUS  
SÉVÈREMENT LES ACTES ET  
PROPOS INCITANT  
À LA HAINE TRIBALE,  
AUX DISCRIMINATIONS EN  
TOUT GENRE ET AU  
SÉPARATISME.**

PR FÉLIX ANTOINE TSHISEKEDI 450 = 1

# Le camp Kabila en débandade fait place à l'«Union sucrée»

« Détruire est facile. Construire par contre, c'est difficile... » Jean-Claude Mputu, porte-parole de la plateforme « Le Congo n'est pas à vendre » ne cache pas sa déception au lendemain du discours à la nation du président Félix Tshisekedi : « il a mis fin à l'accord de coalition qu'il avait noué avec le président Kabila et a attribué aux autres tous les échecs de ses deux années à la tête de l'Etat, mais il n'a pas dit un mot pour dénoncer la corruption... » Et pour cause : l'humour congolais a déjà qualifié d'« Union sucrée » la nouvelle coalition officiellement appelée « Union sacrée » qui s'est miraculeusement reformée autour du parti du chef de l'Etat, dont la coalition CACH (Cap pour le changement) ne comptait initialement que 50 députés. C'est avec 281 voix sur 500 que l'Assemblée nationale a obtenu le renversement de sa présidente Jeanine Mabunda et un député a vendu la mèche, assurant que chaque défection avait été récompensée à hauteur de 15.000 dollars,

les premiers chiffres oscillant entre 7000 et 10.000 dollars. Et cela dans un pays où 72% de la population vit sous le seuil de pauvreté et où la crise économique provoquée par le Covid a provoqué la dépréciation du franc congolais qui a perdu 30% de sa valeur.

La chute de la présidente de l'Assemblée a précipité la dislocation du Front commun pour le Congo, la plateforme pro Kabila créée à la veille des élections de 2019 et qui a démontré qu'elle n'était, elle non plus, qu'une alliance de circonstance, cimentée par les intérêts de chacun. Les défections se succèdent donc, qu'il s'agisse de celle de François Rubota qui emmène 23 députés nationaux, un sénateur et deux ministres, de Julien Paluku, ancien gouverneur du Nord Kivu et considéré naguère comme un pilier du système Kabila qui offre à Tshisekedi 10 députés nationaux et 18 députés provinciaux, du parti Les Républicains, fondé par l'ancien président du Sénat Kengo wa Dondo, retiré de la

politique actuelle... Tirant les conclusions de la débandade de ses troupes bien désunies, le coordinateur des FCC, souvent jugé très éloigné de la base, Nehémie Mwilanya a présenté sa démission à son « autorité morale » Joseph Kabila, qui s'est aussi séparé de son ex dauphin Shadary Ramazani.

Autrement dit, si le proverbe « malheur aux vaincus » se vérifie cruellement, le vainqueur du jour aurait lui aussi intérêt à se montrer prudent. Ce que Tshisekedi n'a peut-être pas été : dans son discours à la nation, il a attribué à ses partenaires toute la responsabilité de l'échec relatif à concrétiser le changement qu'il avait promis lors de son entrée en fonctions, déclarant « malgré les efforts que j'ai déployés, les sacrifices que j'ai consentis, les humiliations que j'ai tolérées, cela n'a pas suffi à faire fonctionner harmonieusement la coalition. »

Aujourd'hui qu'il semble avoir les mains libres, M. Tshisekedi a encore du pain sur la planche : le pre-

mier ministre Ilunkamba, nommé naguère par Kabila, n'a toujours pas démissionné ; il refuse d'admettre la réalité de la crise mais sa présence aux commandes rend difficile la nomination d'un informateur puisque... le poste n'est pas vacant. En outre, toute la classe politique étant désormais focalisée sur les élections de 2023, les « grands fauves » de l'opposition congolaise, se souvenant du sort réservé à Vital Kamerhe le directeur de cabinet, condamné à vingt ans de prison et gravement malade, ainsi qu'à Kabila l'allié de circonstance, ne feront guère de cadeau à Tshisekedi, l'actuel tenant du titre. Tous préservent déjà leurs propres chances, qu'il s'agisse de Martin Fayulu qui se présente toujours comme le véritable vainqueur des élections précédentes, de Moïse Katumbi qui attend son heure dans son fief de Lubumbashi, de Jean-Pierre Bemba replié dans l'Equateur et dont le nom est cité par le pouvoir actuel... comme informateur, et peut-être plus, si affinités...

Colette Braeckman

## «Petits poussins», ces jeunes qui satisfont les femmes âgées

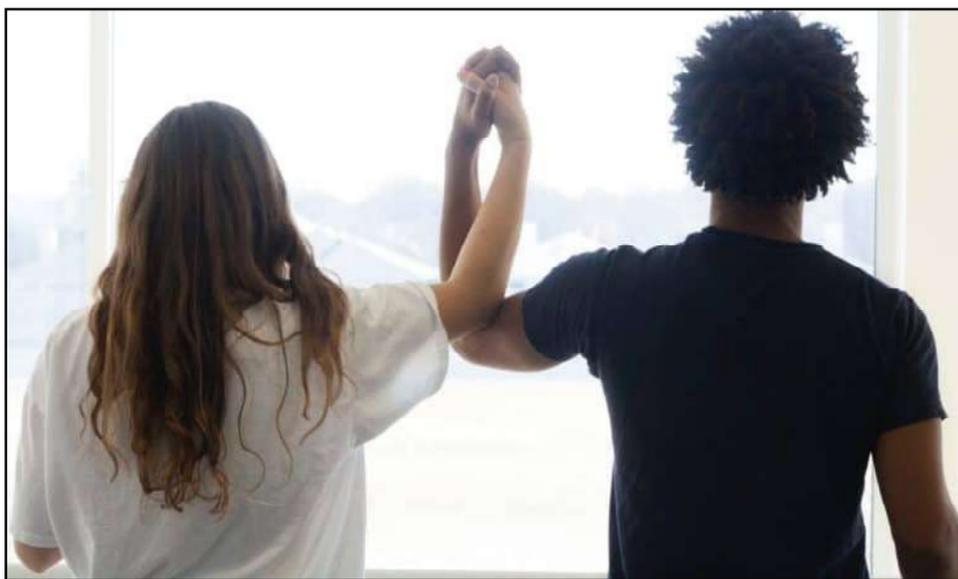
Petit poussin, ce vieux vocabulaire connu des Kinois des années 70, 80 et 90 demeure d'actualité. A Lubumbashi, ces jeunes garçons ainsi désignés, ont des rapports sexuels avec des femmes plus âgées qu'eux.

A la différence de Mario, l'homme majeur qui vit sous le toit d'une femme forte financièrement, les petits poussins sont jeunes. Ils ont entre 18 et 30 ans, sont généralement élèves et étudiants vivant chez leurs parents. Avec les énergies que leur accorde leur jeunesse, ils font rêver de satisfaction sexuelle les femmes plus âgées mais encore sexuellement actives.

A Lubumbashi, les petits poussins sont difficiles à identifier, contrairement aux Ujana, les adolescentes décidées d'exhiber leur jeunesse et leur corps. Les petits poussins, sont trop discrets, en effet. Mais quand on les rencontre, ils sont chics. Plus chics que d'autres jeunes de leur âge, comme le veulent leurs amantes.

**Etre « Mbape » plutôt que voleur**

Vous avez dit question de mo-



ralité ? Mais dans quel monde vivez-vous donc ? Entre voler et s'attacher à une femme âgée qui trouve son bonheur avec vous, faut-il vraiment choisir ? Yves M.M. (nom changé) est l'un des jeunes « petits poussins », appelés aussi « Mbape » à Lubumbashi. Agé de 25 ans, il parle des avantages d'être petit poussin : « Certains jeunes sont voleurs parce qu'ils veulent vivre l'aisance. Par contre moi je suis aisé et j'ai ce que je veux juste parce que je fréquente une maman qui m'encadre aussi financièrement et nous nous satisfaisons mutuelle-

ment. »

Le gars est sérieux ! J'ai mis du temps à réaliser ce que je venais d'entendre, dans ce Congo que l'on croit toujours très africain, c'est-à-dire, attaché à ses traditions. Femmes âgées et mères, ce n'est pas différent. Nous le savons tous. Mais voilà que le temps fait ses mœurs, ses habitudes... Il fait face à ses problèmes. « Je sais que cette femme est mariée. Je lui ai fait une promesse de ne jamais divulguer notre aventure, à son tour elle s'abstient de toute jalousie à mon égard. D'ailleurs, elle a contribué à

l'organisation de mon mariage prochain », révèle le jeune homme.

**Les femmes ont les mêmes sentiments que les hommes**

Je me demande seulement si ce jeune qui s'appête à se marier saura se libérer du pouvoir qu'elle donne ainsi à son amante. Elle paie son mariage, j'imagine que cela dépendra également d'elle que ce mariage dure ou pas. Ce qui me semble sûr, sauf le cas où il viendrait à être vraiment fort et indépendant (ce dont je doute déjà) : il pourrait souvent se retrouver en train de tromper sa jeune femme, avec son amante âgée.

Au final, me suis-je mis à penser : il n'y a pas que des Ujana qui surprennent. Mais voilà un autre phénomène, au sein duquel pourraient se cacher d'autres déviations encore... Des viols de garçons mineurs, ou de la prostitution déguisée ? Qu'en pensez-vous ?

**Eric Cibamba**

## France

## Testé positif au Covid-19, Emmanuel Macron se place en quarantaine

Le chef de l'État a réuni mercredi soir une dizaine de dirigeants de la majorité à l'Élysée. Seuls deux d'entre eux sont considérés comme cas contacts.

L'invitation avait été envoyée il y a plusieurs jours. Mercredi soir, le président de la République a réuni les principaux dirigeants et stratèges de la majorité, à l'Élysée, pour un dîner de travail. Au menu : préparation des élections régionales, structuration de la majorité, état des lieux de la situation politique. À ce moment-là, Emmanuel Macron ignorait encore qu'il avait contracté le coronavirus.

Autour d'une grande table de la Salle des Fêtes du Palais, le chef de l'État était entouré du secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, à sa droite, et de Richard

Ferrand, président de l'Assemblée nationale, à sa gauche. En face de lui se tenait Jean Castex, son premier ministre. Les responsables parlementaires Christophe Castaner (La République en marche) et Patrick Mignola (MoDem) faisaient partie des convives, comme les chefs de parti Stanislas Guerini et François Bayrou. Les conseillers politiques d'Emmanuel Macron, Thierry Solère et Stéphane Séjourné, étaient également présents.

### Seuls deux cas contacts identifiés

Les responsables étaient très espacés les uns des autres. La réunion a pris fin aux alentours de minuit. « *Durant ce dîner de travail,*

*distance, gestes barrières et port du masque* » ont été respectés, indique un proche du chef de l'État. Si bien que seuls Alexis Kohler et Richard Ferrand, ses voisins de table, sont considérés comme cas contacts du président. Durant la soirée, « *le président n'avait pas du tout l'air malade, il ne toussait pas, n'avait pas l'air fiévreux* », assure un participant. Les uns et les autres s'exprimaient dans des micros.

L'Élysée a contacté l'ensemble des dirigeants, jeudi matin, pour les informer que le président avait été testé positif. « *Au moins, avec un président jeune, il y a peu de chances qu'il contracte une forme grave, philosophe-t-on au sommet de l'État. Et cela permet de montrer qu'en période de recrudescence de l'épidémie, les risques sont bel et bien majorés* ».

## Afrique du Sud

## Covid : 21% de positivité aux tests



Un professionnel de la santé de la ville de Tshwane mène des exercices de dépistage sur des personnes avant de tester le coronavirus COVID-19 à Pretoria le 17 décembre 2020.

L'Afrique du Sud a dépassé la barre de 10.000 cas positifs en 24 heures, atteignant 21% de positivité aux tests Covid, s'est inquiété le ministre de la Santé dans un communiqué mercredi soir.

Lundi ce chiffre était déjà de plus de 8.000 nouveaux cas par jour, incitant le président Cyril Ramaphosa à annoncer de nouvelles restrictions, notamment un couvre-feu anticipé à 23 heures et la fermeture ponctuelle pendant les fêtes de nombreuses plages du sud-est du pays en ce début d'été austral.

Lors du pic de la première vague en juillet, le pays avait compté jusqu'à 12.000 cas/jour.

« *Nous avons dépassé la barre des 10.000 cas, nos nouveaux cas quotidiens augmentent de manière exponentielle* », s'est inquiété Zweli Mkhize. « *Notre taux de positivité s'établit à 21%, bien au-delà du taux idéal de 10%* ».

Les régions les plus touchées

restent celles du Cap, la pointe sud du pays, avec presque un tiers des 10.008 nouveaux cas, souligne le ministre de la Santé, devant le KwaZulu-Natal (sud-est) puis la région de la capitale économique Johannesburg.

« *Nos plages sont généralement bondées en cette période de l'année et les gens insouciants* », note le ministre. Mais les vacanciers qui se rendront à la plage les jours où

cela reste autorisé pendant les fêtes devront prendre les précautions nécessaires. Pour que ces jours de liesse ne se transforment pas en « *jours de regret* », se traduisant par de nouveaux cas et des morts, plaide M. Mkhize.

Dimanche soir, le pays de près de 58 millions d'habitants comptait 23.827 morts, pour 883.687 cas positifs, depuis le début de la pandémie.

## La rue appelle le président somalien à la démission

Pancarte en mains, des Somaliens ont appelé à la démission du président Abdullahi Mohamed Farmajo, qu'ils accusent d'expressément retarder le vote des deux chambres du parlement. Le scrutin devait en principe avoir lieu au début du mois décembre, mais il a été reporté sans décision officielle pour des désaccords sur la composition de la commission électorale. Ces protestataires dénoncent une tentative de confiscation du pouvoir savamment orchestré par le président et son gouvernement. Les manifestations de ce mardi dans la capitale n'ont pas fait de morts, des échanges de coups de feu avec la police ont été signalés par plusieurs témoins.

## Coronavirus

## L'Afrique s'arme contre la seconde vague



Des chercheurs du Centre interdisciplinaire de recherche médicale de Franceville (CIRMF, Centre Interdisciplinaire Médical de Recherches de Franceville) collectent des chauves-souris capturées au filet le 25 novembre 2020 dans une grotte de la région de Z.

Relativement épargnée jusqu'ici par la pandémie, l'Afrique s'arme contre une seconde vague de Covid-19, qui force les pays les plus touchés du continent de plus d'1,2 milliard d'habitants à revenir sur des mesures sanitaires strictes.

Sur les autoroutes sud-africaines qui filent vers les plages du sud-est, des milliers de voitures se sont agglutinées ces derniers jours : la période coïncide avec le début de l'été et les grandes vacances dans cette partie du monde.

Mais dans ces zones touristiques où le virus se propage déjà avec une rapidité inquiétante, pas de longues journées sur la plage cette année : fermetures ponctuelles, limitation des rassemblements et couvre-feu élargi, le pays africain le plus touché par le virus avec près de 900.000 cas a redonné un tour de vis aux restrictions sanitaires.

A ce jour, le tableau de l'épidémie sur le continent reste contrasté. Les nouveaux cas augmentent en Afrique de l'Est, du Nord et en Afrique australe mais ils ont plutôt tendance à baisser en Afrique de l'Ouest et du centre, selon le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) de l'Union africaine.

En Tunisie, vingt personnes meurent du virus chaque jour actuellement, alors que la première vague n'avait fait que 50 morts. Dans la médina de Tunis, désertée des touristes, des commerçants tentent de se reconvertir en sandwicheriers pour la clientèle locale.

Dans l'est du continent, en Ouganda, toutes les régions sont touchées. Le Rwanda voisin a enregistré presque autant de nouveaux cas en décembre (722), que depuis le début de la pandémie (797).

## Droits humains

## HRW dénonce une "punition collective" dans une prison égyptienne

Human Rights Watch (HRW) a accusé jeudi les autorités pénitentiaires égyptiennes d'avoir durci les conditions de détention dans un établissement du Caire connu pour accueillir des prisonniers politiques, après une tentative d'évasion.

Pour appuyer ces allégations, l'ONG de défense des droits humains dit se baser sur une vidéo prise dans la « *prison Scorpion* », une lettre sortie en cachette de ce même centre de détention, dans le complexe pénitentiaire de Tora, au Caire, ainsi que sur plusieurs témoignages.

« *Les autorités égyptiennes imposent apparemment une punition collective à des centaines de détenus dans la prison Scorpion* », a indiqué Joe Stork, directeur adjoint du département Afrique du Nord/Moyen-Orient à HRW.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué que trois policiers avaient péri en septembre dans une tentative d'évasion lors de laquelle quatre prisonniers condamnés à mort ont été tués.

Les nouvelles restrictions dans cette prison déjà surpeuplée privent quasiment « *les détenus d'une ventilation adéquate, d'électri-*

*cité et d'eau chaude* », selon HRW. « *Absence de lumière naturelle* », « *manque de sommeil* », « *manque de place* »... « *la prison Scorpion viole (...) les droits fondamentaux des prisonniers* », dénonce l'ONG basée à New York.

Au moins 14 détenus de cette prison sont morts depuis 2015 dans cette prison qui accueille des responsables islamistes et d'autres dissidents connus, selon des groupes de défense des droits humains.

Selon ces mêmes sources, quelque 60.000 prisonniers en Egypte sont des détenus politiques.

Depuis la destitution par l'armée en Egypte en 2013 du président islamiste, Mohamed Morsi, et l'arrivée au pouvoir l'année suivante d'Abdel Fattah al-Sissi, une répression croissante s'est abattue sur toute forme d'opposition, islamiste ou libérale.

Au printemps, alors que l'Egypte enregistrait ses premiers cas de contamination au Covid-19, des militants des droits humains avaient appelé à la libération de nombreux détenus pour éviter leur possible contamination dans les prisons du pays, surpeuplées et à l'hygiène douteuse.

## «Le vol du Boli» : l'opéra-spectacle qui chante 800 ans d'histoire africaine



A travers l'histoire d'un objet d'art volé, Abderrahmane Sissako et Damon Albarn retracent les relations Afrique-Europe sur huit siècles. Un spectacle filmé à Paris, à voir ce vendredi sur France 5, à 20h55, dans le cadre de la Saison Africa 2020.

Les voix, les danses et une atmosphère magique enveloppent la scène. Ce n'est pas seulement le fruit des éclairages irisés ou des costumes élégants, ni même de la rencontre féconde entre musique électronique et percussions africaines. Ce sont tous ces éléments conjoints qui créent l'instant en suspens. Les premiers à retenir le regard sont ces personnages majestueux issus de l'Empire mandingue. Ndjata, fils de Sogolon, assis sur son trône, au milieu de la scène et de sa cour, en habits d'apparat. Vision d'une Afrique souveraine qui avait réussi à unir les peuples de sept pays dès le XIIIe siècle. Mais il a suffi d'un groupe de voyageurs avides, de quelques armes à feu et d'un projet scélérat pour fouler aux pieds cette organisation ancestrale.

### Du Mali au Congo en passant par le Burkina Faso

Des premiers colons au vol des objets sacrés, de l'esclavage aux travaux harassants dans les mines, du caoutchouc d'antan au coltan et au tantale d'aujourd'hui, se dessine une ligne de fuite : celle des trésors volés d'Afrique. Ce fil rouge est celui suivi par le nouveau spectacle mis en musique par Damon Albarn, ex-leader de Blur, mais écrit par le cinéaste Abderrahmane Sissako, épaulé par Charles Castella. Pour mettre cette histoire en mouvement, le réalisateur multiprimé de Timbuktu et Bamako, a fait appel au metteur en scène Dorcy Rugamba afin d'imaginer le trajet de cet objet sacré, de forme animale, à la fois guide et protecteur du peuple : le Boli.

Tandis que Sissako imaginait la dramaturgie de cet opéra moderne – dansé, chanté, conté –, Albarn élaborait sa conception musicale, tissant avec inspiration blues, pop, percussions et musiques traditionnelles. Si Sissako mêle traditions et récits de différents peuples, afin d'évoquer les crises passées et les défis présents, Albarn marie les sons et les langues du Mali, du

Burkina Faso et du Congo afin de propager les échos du continent. Ainsi naît cette pérégrination au fil de l'histoire africaine qui prend sa source dans l'Empire mandingue, le plus vaste que l'Afrique ait connu, et se poursuit de nos jours. À travers le Boli, c'est le patrimoine qu'interrogent la narratrice et les deux griots. Ce fétiche animiste malien, volé en Afrique en 1930 par l'écrivain Michel Leiris, est conservé en Europe aujourd'hui encore. L'anecdote est extraite du livre L'Afrique fantôme dans lequel Leiris relate les souvenirs de la Mission Dakar-Djibouti. Au fil du temps, ce vol, et de nombreux autres, pèsent sur sa conscience. La majorité des objets sacrés, ramenés en Europe, représentant un lien viscéral entre le monde des vivants et l'au-delà.

### En route vers l'Afrique de demain

Au fil des siècles, le spectacle Le vol du Boli\*\*\* égrène les spoliations, saccages, privations et traites des êtres humains pour souligner les liens anciens entre les deux continents et le fait que le plus redevable des deux n'est pas celui que l'on croit. Des souvenirs douloureux transcendés par une mise en scène électrisante qui pousse à l'action commune et au changement de regard. Privilégiant les tableaux courts, incisifs (chorégraphiés par la Sud-Africaine Mamela Nyamza) plutôt que les discours pesants.

Cette réflexion s'inscrit parfaitement dans le projet de la Saison Africa 2020 dont le but est justement d'interroger la place du continent africain, aujourd'hui et demain. Raison pour laquelle France Télévisions, partenaire du projet, a décidé de filmer et retransmettre ce spectacle.

Pour guider le public au fil du récit, le duo Albarn-Sissako a choisi trois conteurs hors pair : Fatoumata Diawara, blueswoman malienne dont la voix puissante provoque étincelles et frissons, le Congolais Jupiter Bokondji, corps effilé et voix de stentor, et Baba Sissoko, griot malien, armé de son éternel tama. Sur scène, un ballet de 37 musiciens, danseurs et chanteurs, de toutes origines et de toutes couleurs, anime le plateau au fil de tableaux à la musicalité innovante dont l'esthétique emporte et séduit.

Lalibe

## Enfin Lycha Shomba à Kinshasa

Après plus de six ans passés loin de la terre de ces ancêtres, précisément dans le vieux continent, Lycha Shomba dit Gordon Brown a foulé le pays qui l'a vu naître le mercredi 16 décembre dernier via Brazzaville.

Le chouchou des chéries nous ramène dans sa gibecière, un single intitulé « Douleur » réalisé en Europe. Ce single, selon son réalisateur, marquera son redémarrage dans le monde musical et particulièrement sur scène.

Ce single pourra être disponible ce dimanche 20 décembre à 12h00. L'annonce a été faite par l'artiste à son arrivée dans la capitale.

« Douleur » est un clip qui laisse entendre l'amour entre un homme et une femme. L'homme regrette d'avoir quitté si rapidement sa campagne et lui fait voir le vrai amour qu'il portait pour elle. Plusieurs mélomanes de leur musique attendent avec impatience, ce bel morceau qui leur sera livré dans moins de 48h.

Ici dans la capitale, Lycha Shomba n'aura pas à dormir sur les lauriers, Ainsi il assurera at home la promotion de la chanson « Evida » et de son prochain single. Déjà, le clip de la chanson « Evida » défie le long des journées dans différentes chaînes de télévision de la capitale.

Beni Joël Dinganga

## Bientôt Le Karmapa en tournée européenne

Dans une interview accordée à nos reporters, l'artiste-musicien Jacques Kibinda Pembele dit Le Karmapa a annoncé des concerts dans plusieurs pays Européens, notamment : France, Angleterre, Belgique...Le public attend surtout de le voir se produire dans une grande salle comme le Zénith de Paris ou l'Accor Hotels Arena.

A travers une publication sur ses réseaux, Karmapa a informé qu'il planifie ses concerts en Europe.

« Bref, Je supervise les concertations de planification pour la structuration et la finalisation du calendrier de mes concerts en Europe », a-t-il dit.

Répondant à la question de savoir pourquoi a-t-il attendu tout ce temps pour livrer des concerts en Europe ? Celui-ci nous répond que ce n'était pas encore le moment, et

il attendait gonflé son répertoire afin de faire des productions continues. Maintenant avec cinq albums sur le marché, il se dit prêt à égayer les mélomanes.

On ne sait pas encore si le Roi de la Kirumba livrera un concert dans une grande salle Européenne même si son public en rêve. Karmapa dévoilera sa tournée très bientôt et les fans seront fixés.

Pour rappel, cet artiste-musicien venait d'être honoré par un nouveau mérite « Grand Prix mérite citoyen et artistique pour le social en 2020 » de la Fondation Humanitaire Bijou Aridja. (FOBIJA).

C'était au cours d'une cérémonie officielle et surprise de ce mérite citoyen tenue à la résidence du compositeur et chanteur, le Karmapa, Watashi de la Rumba dans la commune de Matete. **B.J.D**

### De l'Europe où il a élu domicile

## Fleury Fleur répond aux exigences des fanatiques

Il ne se passe pas un seul week-end sans que l'artiste-musicien Fleury Fleur Mafuala ne se produise dans une ville du vieux continent. Et, c'est souvent à la demande des amoureux de la bonne musique de celui qu'on appelle le sage de la musique congolaise, Félix Wazekwa.

Selon les informations en notre possession, Fleury Fleur se produit ce 29 novembre dernier dans l'une des grandes salles de spectacles de Frankfort en Allemagne. Et le week-end passé, le Chouchou de mélomanes et ses amis ont égayés le public dans un concert barbecue toujours à Stockholm toujours en Allemagne.

Pour cet artiste, au cours de ces productions, il ne manque pas d'immortaliser Félix Wazekwa en interprétant ses chansons à succès. Une façon pour lui de rendre honneur à

celui qu'on appelle Monstre d'amour son patron.

Pour ce qui est de son retour dans la capitale congolaise qui est la terre de ces ancêtres, l'artiste ne précise pas encore des dates, d'autant plus qu'il a encore beaucoup à faire en Europe.

Concernant l'album « Fleury chante Wazekwa », les travaux du studio s'achèment petit à petit vers la fin, il s'active au mixage et à des petites corrections. Les affiches annonciatrices de cet opus seront très bientôt disponibles toujours à cette deuxième quinzaine du mois de décembre.

Si les choses vont bon train, cet artiste-chanteur ne manquera de célébrer l'année 2021 avec les fanatiques kinoïes. Dieu seul sait ce que nous réserve l'avenir. **B.J.D**

## LINAFOOT

# VClub bat Simba sans forcer sur le talent

Les Dauphins Noirs de l'AS VClub se sont tranquillement débarrassés de Kamikazes de l'AS Simba ce jeudi 17 Décembre, au stade des martyrs de Kinshasa, en match de la 13ème journée du championnat national. Sur une pelouse sabordée par les eaux de la pluie, les protégés de Florent Ibenge, se sont offerts une mini balade de santé face au club de Kolwezi. (4-2) score final.

Pourtant, Simba Kamikazes a été le premier ouvrir le score, sur une erreur d'inattention de la défense de VClub, à la deuxième minute du match. Ilunga Nsungu surprenait Simon Omossola, gardien de l'AS VClub. L'AS Simba prend l'avance mais peine à la conserver, car quatre minutes plus tard, Jérémie Mumbere va égaliser pour l'AS VClub.

Les Dauphins Noirs reprennent le contrôle de la rencontre alors que, la défense de Simba se contente de rêver. Derrière la sanction est fatale. Deux buts coup sur Fiston Kalala, qui plonge son ancien club dans l'aven. Le rythme du match tente de s'élever, mais l'état de la pelouse trempée, le tire vers le bas. Vita Club n'est pas extraor-



dinaire dans le jeu, son adversaire montre beaucoup de volonté, mais pêche chaque fois devant les buts. La mi-temps intervient sur le score de (3-1) au bénéfice de l'AS VClub.

Toujours déterminé à tenter ce qui était devenu difficile si pas impossible, l'AS Simba parvient à réduire le score en début de seconde période. Encore un but de Ilunga Nsungu. L'espoir est alors repris, et grandit motivation de pousser pour obtenir mieux qu'une défaite au terme du match. Mais les Kamikazes seront encore une fois trahis pas leur défense qui n'avait pas arrêté de sombrer dans

le match. Djuma Shabani enfoncera le clou, à la 62ème, pour briser tout espoir de retour dans les têtes des coéquipiers de Peter Mugisha.

Les Moscovites s'imposent par (4-2) et rejoignent le TP Mazembe en tête du classement, avec 29 points pour 13 matchs joués. Une belle victoire pour les hommes de Florent Ibenge, pouvant permettre d'être en confiance avant le premier match de la Ligue des Champions prévu le mardi de la semaine prochaine, au Swaziland, contre les Young Buffaloes.

Isaac B'ampendee

## Le FC Renaissance prolonge le supplice de Don Bosco

Le stade des martyrs de Kinshasa a accueilli hier après-midi le match entre le FC Renaissance et le Cercle Sportif Don Bosco comptant pour la 13ème journée de la Ligue Nationale de Football. Rencontre alléchante par son fond, mais qui a une nouvelle fois tourné en défaveur des Salésiens, battus (2-1), par les Renais, leur quatrième défaite de suite à Kinshasa.

En confiance après son match contre le TP Mazembe (1-

1), le FC Renaissance n'a pas tardé à afficher ses intentions de créer la différence face aux Lushois qui sont dans la pire série de leur existence en première division. Les Oranges de la capitale ont obtenu l'ouverture du score à la 21ème minute, par Ntambwe Mayala. Une avance soigneusement préservée jusqu'à la pause.

Attendu dans la réaction au cours de la seconde période, le CS Don Bosco, malheureusement

prendre un second but. À 54ème minute, Aslam Mbaya bien trouvé entre les lignes, se joue du portier Israël Munobo d'un dribble subtil avant d'alourdir le score. (2-0) pour le FC Renaissance. L'entrée en jeu de Phily Traoré va apporter du jus à l'attaque des Salésiens, qui réduiront l'écart à la 84ème. Puis la pluie s'invite à la fête, la pelouse du stade des martyrs est trempée, les arbitres tiennent à ce que la partie se poursuive jusqu'à son terme.

Le coup de sifflet final intervient finalement sur le score de (2-1), en faveur du FC Renaissance. Le chemin de la croix se rallonge pour Don Bosco déjà battu par le Racing Club de Kinshasa, l'AS VClub, le Daring Club Motema Pembe. Après ce succès, les Renais passent à la sixième position avec 17 points pour 12 matchs joués. Le CS Don Bosco a arrêté d'évoluer, et régresse au contraire (10ème désormais, 14 points en 12 matchs).

Footrdc.com

### Classement officiel

1	TP Mazembe	13	17	29
2	Vita Club	13	12	29
3	Maniema UN	13	9	28
4	FC Lupopo	11	5	20
5	DCMP	12	1	17
6	FC Renaissance	12	0	17
7	JSK	13	0	16
8	RCK	14	-3	16
9	SM Balende	7	6	15
10	Don Bosco	12	-1	14

## LINAFOOT

## Le calendrier modifié

N°	RENCONTRES	DATE	HEURE	STADE
<b>LIGUE I</b>				
74	SM Sanga Bal. vs AS Maniema Un.	21/12/2020	15h30'	Kashala B.
101	DCMP vs SM Sanga Bal.	31/12/2020	15h30'	Martyrs
104	AS V.Club vs SM Sanga Bal.	28/12/2020	15h30'	Martyrs
108	RCK vs SM Sanga Bal.	07/01/2021	15h30'	Martyrs
114	FC Renaissance vs SM Sanga Bal.	24/12/2020	15h30'	Martyrs
82	AS Maniema Un. vs AS V.Club	31/12/2020	15h00'	Joseph K.
118	SM Sanga Bal vs JSK	10/01/2021	15h30'	Kashala B.
111	DCMP vs AS Simba	27/12/2020	15h30'	Martyrs
106	JSK vs DCMP	A REPROGRAMMER		

## CAFLDC

## Bouenguidi – Mazembe, Kouyaté en terre connue face à un adversaire inconnu

Auteur de 4 buts cette saison sous le maillot à deux couleurs du TP Mazembe Englebert, le Guinéen Moustapha Kouyaté est l'une des attractions du duel prochain entre Bouenguidi et le TP Mazembe. Le Guinéen sera sur une terre connue pour avoir évolué au Gabon sur les 5 dernières années.

Lors de son passage au pays de Ali Bongo, l'attaquant a connu les clubs O'mbilanziani, Akanda FC et l'US Bitam. A l'heure des 16èmes de finale de la Ligue des Champions Africaine de Football, Moustapha est mieux placé pour connaître le niveau du football au pays des panthères.

Mais, Bouenguidi est un adversaire inconnu pour l'attaquant du TP Mazembe. Au cours de son passage en division 1,



Kouyaté n'a jamais croisé la route du futur adversaire des corbeaux. Bouenguidi a accédé dans l'élite du football Gabonais la saison dernière après le départ du Guinéen.

Marco Emery Momo

## Suisse

## Elia Meschak tonitruant

C'est l'un de plus grands chocs du championnat suisse. FC Bâle vs Young Boys Berne, une rencontre entre deux clubs huppés de la Super League. Ça s'est joué dans la soirée d'hier mercredi sur la pelouse de Bâle, qui recevait le leader Young Boys. À la fin, ce sont les Jaunes et Noirs qui ont eu le dernier mot. (0-2), Meschack Elia titulaire et premier buteur de la rencontre. Ce succès permet déjà à Young Boys de creuser un petit peu l'écart avec son dauphin Bâle.

À nouveau titulaire dans cette rencontre, c'est bien l'international congolais, Meschack Elia qui allume la mèche avec un super but à la 12ème minute. Les plans de Bâle sont bouleversés et n'a pas le temps de se réorganiser pour proposer une réponse à la question posée par ses hôtes. Huit minutes, Young Boys frappe encore. L'infatigable attaquant Camerounais, Jean-Pierre Nsame trompe le portier du FC Bâle pour le but du (2-0). Aucune réaction des locaux durant le reste de la rencontre.

## Boxe

## Ilunga Makabu défend sa ceinture devant le Nigérian Durodola ce samedi à Kinshasa



Le champion du monde de boxe dans la catégorie "Golden" version World boxing council (WBC), le Congolais Junior Ilunga Makabu (33 ans), va défendre son titre face au Nigérian Olanrewaju Durodola (40ans), le samedi 19 décembre prochain au Studio Maman Angebi à Kinshasa.

L'adversaire du Congolais a posé ses valises à Kinshasa mercredi 16 décembre dernier dans la soirée, question de s'acclimater et préparer tranquillement son combat.

En effet, ce combat entre dans le cadre de la défense volontaire du titre des lourds-légers, remporté par Makabu devant le Polonais Cieslak, au mois de jan-

vier dernier, en présence du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Détenteur du même titre mais dans la catégorie "Silver" (argent) en 2015 et 2016, le Nigérian est dans la mission de détrôner Makabu devant son public.

Durodola compte au total 34 victoires dont 31 par K.O et 7 défaites, en 41 combats livrés. Il est actuellement champion des lourds-légers africain depuis février de l'année en cours.

Quant au congolais Makabu Ilunga, le champion du monde reste sur une série de 27 victoires (24 par K. O.) et deux défaites en 29 confrontations.

Gede Luiz Kupa

*Il commence ce soir*

# Couvre-feu : dangereux !

Ainsi qu'on l'a appris, le couvre-feu commence ce soir sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa, et s'étend de 21 heures à 5 heures du matin. La décision rentre dans le cadre des mesures édictées par le gouvernement pour prévenir et contrer la propagation de la deuxième vague du coronavirus dont les effets semblent plus graves que lors du premier round.

Le premier son discordant vient cependant de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) qui redoute un ralentissement des activités économiques consécutivement à ce couvre-feu. A peine sorti du confinement, Kinshasa connaîtra une sorte de reconfinement qui ne dit pas son nom avec un impact néfaste sur le marché de biens et services ainsi que sur les finances publiques. Ce faisant, le patronat congolais conseille aux autorités provinciales de concevoir des mesures dérogatoires adaptées. « Nous vous demandons de bien vouloir accorder aux secteurs de transport des marchandises, les télécommunications, les boulangeries, les brasseries, les minoteries... des dérogations pour leur permettre de poursuivre leurs activités d'exploitation en leur autorisant de circuler pendant la période de couvre-feu », a écrit au gouverneur de la ville de Kinshasa, l'administrateur de la FEC.

Pour autant, les membres de la FEC se disent disposés à souscrire aux mesures gouvernementales, en



ce qu'elles concourent à la noble mission de lutter contre cette virulente deuxième vague de covid-19. Mais cet impératif, bien géré, peut éviter de perturber la chaîne d'approvisionnement de certains produits de grande consommation et de services de livraison de marchandises, de gardiennage, d'entretien et de maintenance, de télécommunications, de transport aérien, etc.

Les effets pervers des premières mesures auraient bien inspiré les autorités dans la définition des nouvelles mesures, fait-on remarquer ; car le dernier confinement d'activi-

tés économiques avait occasionné d'énormes pertes à des grandes sociétés, l'asphyxie des PME, la mise au chômage de plusieurs employés, et par conséquent, la chute des recettes publiques.

Même au sein de l'opinion, le couvre-feu ne tient pas la roue au regard des pesanteurs liées notamment au transport en commun dans la capitale. Une fois de plus, le gouvernement de la République donne l'impression de jouer à l'amateur. Pour bien faire, l'Exécutif national aurait dû associer dans ses cogitations des partenaires intéressés en

vue d'amortir les conséquences des mesures à prendre utilement. A titre d'illustration, l'on devrait hâter la mise en circulation des autobus récemment acquis par l'entreprise publique Transco. Sans cette prudence, les frictions seront inévitables entre la police et la population qui sera contrainte de se déplacer à pied, incapable de souscrire au chantage des conducteurs qui ne manqueront pas de capitaliser l'opportunité en relevant le prix de la course en taxi, comme en taxi-bus.

Dans le même lot s'inscrit l'exploitation des sauts-de-mouton déjà achevés et qui auraient pu faciliter la circulation sur des chaussées de la capitale. On note que des bouchons occasionnés par ces travaux retiennent des véhicules jusqu'au-delà de 23 heures !

Sur ce chapitre, les autorités de la police devraient être invitées à imprimer la discipline des agents affectés à la régulation de la circulation, très souvent à la base de la constipation des routes. Sans vouloir faire la pub de certaines personnes, on doit se rappeler cependant de la réussite du Général Célestin Kanyama sur ce chapitre grâce à la sanction infligée avec fermeté à des agents de la PCR. Plus en arrière encore, le nom de Célestin Kifwa est associé à la discipline dans le chef des policiers dans la capitale, voir dans d'autres provinces du pays.

Sans certaines mesures de prudence, de réajustement, le couvre-feu se révélera une source de frictions graves entre les agents de l'ordre et la population. Une aubaine pour les policiers, alors que des Kinois seront contraints de passer la nuit, on ne sait trop où.

LR

## Face à la covid-19

# L'UNESCO conseille la RDC à une éducation inclusive

La représentation de l'UNESCO en République Démocratique du Congo appelle le gouvernement de la RDC à poursuivre des politiques d'inclusion qui se concentrent sur les laissés-pour-compte afin de favoriser une société plus résiliente et plus égalitaire même pendant la vague de la COVID-19, indique un communiqué de cet organisme des Nations Unies.

Selon la source, l'UNESCO va bientôt lancer « le Rapport mondial de suivi sur l'éducation, Inclusion et éducation : Tout signifie Tout aujourd'hui ». Ce rapport constate que 40 % des pays les plus pauvres n'ont pas réussi à soutenir les apprenants à risque pendant les périodes de fermeture des écoles, et qu'à l'échelle mondiale, 258 millions d'enfants et de jeunes sont totalement exclus de l'éducation, la pauvreté étant le principal obstacle à l'accès.

En RDC, précise-t-on, 92 % des élèves les plus riches terminent l'enseignement primaire, contre seulement 49 % des plus pauvres. Les pays d'Afrique subsaharienne pratiquent encore la ségrégation dans l'éducation, ce qui peut alimenter les sté-

réotypes, la discrimination et l'aliénation, note le communiqué qui souligne que 23 % des pays de la région, à savoir la RDC, ont des lois demandant que les enfants handicapés soient éduqués dans des cadres séparés par exemple.

L'UNESCO souligne que seuls 12 % des ménages des pays les moins avancés ont accès à l'internet à domicile déplorant les approches de faible technologie qui ne peuvent pas assurer la continuité de l'apprentissage.

Parmi les 20 % de ménages les plus pauvres, seuls 8 % possèdent une radio en République démocratique du Congo, ce qui rend plus difficile pour les élèves de poursuivre leur apprentissage lorsque les écoles ferment.

« Covid-19 nous a donné une réelle opportunité de repenser nos systèmes éducatifs, mais le passage à un monde qui valorise et accueille la diversité ne se fera pas du jour au lendemain. Il existe une tension évidente entre l'enseignement à tous les enfants sous le même toit et la création d'un environnement où les élèves apprennent le mieux. Mais COVID-19

nous a montré qu'il est possible de faire les choses différemment, si nous y mettons du nôtre », a déclaré M. Manos Antoninis, directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation.

Malgré les engagements pris pour atteindre l'éducation inclusive d'ici 2030, seuls 2 % des pays d'Afrique subsaharienne ont une loi sur l'éducation qui est inclusive pour tous les apprenants, quels que soient leurs antécédents, leur identité ou leurs capacités.

Moins d'un enseignant du primaire sur dix dans dix pays francophones d'Afrique subsaharienne a reçu une formation en matière d'éducation inclusive.

L'UNESCO note que les systèmes éducatifs ne prennent souvent pas en compte les besoins spécifiques des apprenants ajoutant que le langage des signes n'est souvent pas utilisé en classe sauf dans quatre pays de la région (Kenya, Afrique du Sud, Ouganda, Zimbabwe) qui reconnaissent la langue des signes comme une langue officielle, conclut la source. **ACP**